



Vie Fédérale :

Le meeting "ambition solidaire" p. 2

Edito : p. 3

Mobilisation dans les rues de Rennes p. 4

Service minimum à l'école, le cas rennais p. 4 et 5

Le monde autour de nous.

Le choc des photos... p. 6

De l'éthique dans l'économie : co-développement Bretagne-Afrique p. 7

La vie des sections :

La section de Janzé p. 8



Une ambition solidaire pour l'Ille-et-Vilaine

Le Ponant à Pacé a fait le plein mardi 5 au soir pour le meeting de lancement de la campagne des cantonales de la majorité départementale.

Didier Le Bougeant, Conseiller général du canton Rennes-Centre et vice-président du Conseil Général en charge de la culture, a assuré avec brio les fonctions de maître de cérémonie. Il a tout d'abord invité à la tribune François André, qui compte bien limer ses dernières griffes à l'UMP Philippe Rouault, déjà battu aux législatives par Marcel Rogemont, en lui arrachant en mars prochain le canton Rennes Nord-Ouest.

Des grands témoins des secteurs de l'entreprise, de l'économie sociale et solidaire, de la culture, de l'enseignement supérieur et de la justice ont ensuite expliqué pourquoi ils soutenaient la majorité départementale et son projet.

Après quoi se sont exprimés les responsables départementaux du PRG, Honoré Puil, et du PS, Frédéric Bourcier, qui ont chargé contre la politique de Sarkozy, souligné le bilan du Conseil Général et mis en avant le projet. Les candidats aux cantonales, présents sur la tribune, se sont ensuite présentés aux militants socialistes et radicaux.

Le président du Conseil Général, Jean-Louis Tourenne, a rappelé les avancées obtenues par la majorité de gauche, la majorité de gauche portée au Département en 2004, pour la première fois depuis 150 ans.

«Nous avons consacré ces quatre ans à labourer le terrain, à semer les grains du changement, guidés dans toutes nos actions par souci de l'humanisme». Jean-Louis a poursuivi son intervention en déclinant les grandes lignes du projet «ambition solidaire en Ille-et-Vilaine»*. Ce contrat avec les électeurs incarne les valeurs de justice sociale, de solidarité, d'égalité des chances, de qualité de vie, d'équilibre du territoire.

«Ambition solidaire, telle est notre détermination. Nous avons la volonté de fournir à chacun les conditions de son bien-être et d'un avenir meilleur» a-t-il conclu.



* Le texte du projet est encarté dans le présent *Unité 35*. Il a été préparé par près de 300 militants et sympathisants socialistes. Le Conseil fédéral élargi aux secrétaires de section a approuvé le présent document dans sa réunion de janvier.

Sauvegardons la laïcité de la République

Les organisations et personnalités signataires rappellent solennellement que, selon l'article 1^{er} de la Constitution, la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces quatre termes indissociables définissent des principes qui s'imposent à tous, au premier rang desquels le Président de la République. Or, les déclarations récentes de Monsieur Sarkozy, mêlant ses convictions personnelles et sa fonction présidentielle, portent atteinte à la laïcité de la République.

La mise en cause de ce principe constitutionnel indispensable à la paix civile est inacceptable. Depuis 1905, grâce à la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, la République assure à chaque citoyen la liberté de conscience, garantit sa liberté de croire ou de ne pas croire et de pratiquer le culte de son choix, de n'en pratiquer aucun ou de pouvoir en changer. Elle permet ainsi de vivre ensemble, dans le respect de chacun, quels que soient ses origines, ses choix philosophiques ou ses convictions religieuses.

Dans notre République et notre société multiculturelle, la diversité doit être richesse et non source de conflit. Pour cela, la laïcité, assurant l'égalité en droit des citoyens dans le respect des lois de la République, permet à la fois l'expression du pluralisme des convictions et la recherche de valeurs communes pour construire une communauté de destin.



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

Dans un monde aujourd'hui global et de plus en plus complexe, où se multiplient les voies d'accès à l'information et aux connaissances, et où explose la médiatisation des événements et de la pluralité des représentations du monde, seule la laïcité permet l'émancipation de tous. Elle favorise le libre accès au savoir, à la culture et le discernement de chacun pour un libre choix de vie, par une démarche rationnelle et critique faisant toute leur place au doute, à l'imagination et à la créativité.

C'est pourquoi, les organisations et personnalités signataires s'opposent à toute tentative qui mettrait, de fait, en cause la laïcité par une modification du contenu de la loi de 1905. A l'heure où nos concitoyens éprouvent des difficultés et des inquiétudes croissantes, elles les appellent à promouvoir la laïcité comme une exigence partagée avec la ferme volonté de bâtir ensemble une société où la justice sociale assurera, quotidiennement, pour toutes et pour tous, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Texte signé par de nombreuses organisations et par Frédéric Bourcier en tant que Président du réseau français des Villes Educatrices.
Appel à signer sur <http://www.appel-laique.org>

Mobilisation militante dans les rues de Rennes

Belle mobilisation pour cette journée de défense des salaires, de l'emploi et des services publics. Comme toujours lors de ce type de manifestations, nombre de militants ont défilé avec leurs syndicats respectifs, la Fédération PS étant représentée en fin de parcours par des militants et des élus.



Aux côtés de la base militante, le Président du Conseil Général, Jean-Louis Tourenne, le Premier des socialistes rennais, Daniel Delaveau, ou encore le Premier Secrétaire Fédéral, Frédéric Bourcier.

Une actualité chargée pour les socialistes rennais qui, la veille au soir, s'étaient retrouvés pour valider la liste qui les représentera aux élections municipales.



Service minimum à l'école :

LE CAS RENNAIS

Rennes, comme l'écrasante majorité des 36 000 communes de France, n'a pas souhaité mettre en place le service minimum demandé par Xavier Darcos. Frédéric Bourcier qui, quand il retire sa casquette de Premier Secrétaire Fédéral, est aussi adjoint à l'Éducation à Rennes, pointe un certain nombre d'incertitudes notamment juridiques et souligne la manipulation politique.

Frédéric Bourcier indique que la décision de la Ville de Rennes a été prise pour des raisons politiques, juridiques, matérielles et financières. Politiquement, «il est scandaleux que l'État se décharge de ses responsabilités de patron, incapable qu'il est de régler par le dialogue social un certain nombre de problème, et demande aux collectivités territoriales d'assurer un service minimum qui relève de ses responsabilités à lui, à l'État!»

L'élu évoque également nombre de problèmes posés. Ce recours à un service minimum mettrait à contribution les personnels municipaux à qui sont confiées des missions d'assistance aux enseignants. «Aller d'une certaine façon «casser la grève» de ses collègues, ce n'est pas très bon pour le travail en équipe...» ironise-t-il. En outre, «cela signifie-t-il que lorsque les personnels relevant de la fonction d'Etat sont en grève, les fonctionnaires territoriaux soient obligés de travailler ?» Si c'est le cas, il faut le spécifier.

Des problèmes juridiques concrets existent aussi : s'il arrive un accident sur le temps scolaire, quelle assurance doit jouer ? D'autre part, si les enseignements ne sont pas assurés, il s'agit de temps de loisirs et le taux d'encadrement est différent. «On a en moyenne un enseignant pour 25, parfois 30 enfants ; sur les temps de loisirs il faut un animateur pour 15 enfants. Donc si les 500 enseignants des écoles primaires publiques rennaises faisaient grève, il faudrait trouver plus de 1000 personnes, des professionnels, ça ne se fait pas d'un claquement de doigts. Et accessoirement, le défraiement est de 90€ la journée, soit 15€ de l'heure : c'est insuffisant».

Bref, «beaucoup de raisons pour refuser ce service minimum même si on peut être d'accord avec le principe ; mais dans ce cas, c'est à l'Etat de travailler avec les organisations syndicales à la définition et aux modalités de ce service minimum, il n'y a pas lieu de se décharger sur les collectivités locales».

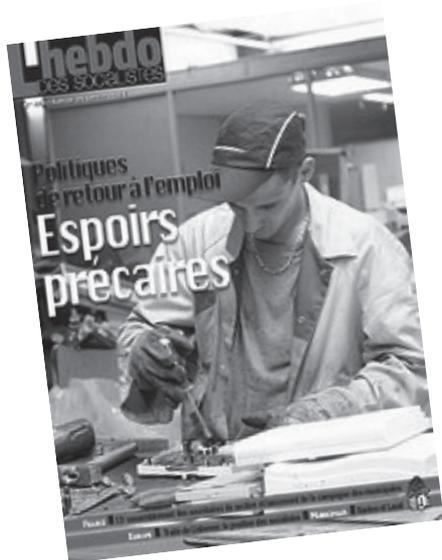
Service maximum pour ce qui relève de la compétence de la Ville.

En outre, à Rennes, la question se pose différemment: «nous

sommes organisés pour que dès qu'il y a un enseignant dans l'école, tout le personnel municipal est là, sur le temps scolaire comme pour l'accueil du matin, la restauration... Il suffirait donc, pour assurer le service minimum, que l'Education Nationale répartisse les enseignants non grévistes dans toutes les écoles, et tous les enfants pourraient être accueillis. Ici, le service minimum n'apporterait rien puisque s'il y a un enseignant, c'est service maximum pour ce qui relève de la compétence de la Ville.»



Le choc des photos...



Je ne peux pas rester sans réaction, devant la photo «choisie» pour illustrer un sujet : «Espoirs précaires», qui n'est pas nécessairement en relation étroite avec l'activité que ce cliché est censé évoquer.

Je suis conscient, que peu de camarades auront senti et (ou) «décortiqué» cette photo comme moi, dommage, question de «culture» sans doute. A mon avis, elle n'a fait que conforter des images bien ancrées, peu attractives, sans qu'ils s'en soient rendus compte, à la manière de certaines publicités cachées, qui imprègnent les esprits, sans se faire voir.

Cette activité sur la couverture peut faire penser à de la «mécanique», elle a tout pour inciter à ne pas s'engager dans cette voie, de surcroît, frappée du slogan : «Espoirs précaires».

Je sais que ce n'est pas le but recherché, je le regrette d'autant plus, car les conséquences induites sont fâcheuses, à l'encontre d'un domaine qui devrait au contraire être mis sur la plus haute marche

du podium des faiseurs de bien... de biens, pour l'humanité !

Aujourd'hui, nous devons aux mécaniciens la plupart des progrès scientifiques et techniques, nés dans tous les domaines : électronique, informatique, médecine, espace,....

La photo est d'autant plus choquante, pour ceux qui connaissent un peu ce secteur, qu'il est surprenant de voir un opérateur, manipuler un tournevis avec des gants de protection, pour un travail qui relève de montage ou de démontage, d'une platine électronique !

Si les gants sont obligatoires, pour des raisons de sécurité, j'en doute, il faut s'interroger sur le port d'un vêtement de travail aux manches flottantes... qui seraient tolérées ! Photo «fiction» ?

De grâce, n'alimentons pas, nous les Socialistes, le catalogue des mauvaises caricatures des «mécaniciens», des personnels de la Productique en général, par des images «déplacées», dévalorisantes.

L'égalité des chances, la diversification de l'orientation, sont des combats de tous les instants pour certains, des «sacerdotes», ne détruisons pas ce qu'ils ont eu du mal à construire, par des visuels maladroits, destructeurs.

Cette photo pourrait aussi être l'illustration du travail dit «manuel», de ces voies de formations recommandées, dans certains secteurs... surtout aux enfants des autres !

Il ne faut pas opposer «le manuel» à «l'intellectuel», mais parfois rappeler, aimablement, à celui qui est «handicapé» par ses incompétences «techniques», qu'il est bien agréable de trouver un sauveur aux doigts de fée, qui utilise aussi sa tête... de plus en plus aujourd'hui avec les évolutions des techniques.

Jean-Pierre LE COQ
Section PS de Thorigné-Fouillard

De l'éthique dans l'économie : co-développement Bretagne - Afrique

Alain Yvergniaux, Conseiller Régional de Bretagne, présente une initiative de co-développement impulsée par la Région : une filière coton bio et équitable au Mali.

«Pour comprendre les mondialisations, celles d'hier et celle d'aujourd'hui, rien ne vaut l'examen d'un morceau de tissu. Sans doute parce qu'il n'est fait que de fils et de liens, et des voyages de la navette».

Erik Orsenna - *«Petit précis de mondialisation - voyage aux pays du coton»* - 2006.

Si tout se passe bien, dans un an les premiers tonnages de coton bio et équitable seront récoltés à Siby (50 km au sud de Bamako-Mali.). Et dans 3 ans, c'est 500 tonnes qui devraient être produites par plus de 1000 producteurs organisés en coopératives. Avec les pratiques du commerce équitable, ces cotonculteurs bénéficieront de revenus respectueux de leur travail : au moins 50% supérieurs aux revenus actuels qu'ils tirent de la culture du coton conventionnel, minés par l'effondrement des cours mondiaux. Avec le bio, c'est le passage à un mode de production respectueux de la santé humaine et de l'environnement (le coton conventionnel utilise 25% des pesticides mondiaux !). Cette mutation aura été accompagnée par une ONG présente de longue date en Afrique de l'Ouest et dont le grand professionnalisme est reconnu sur le coton biologique.

La Bretagne y sera pour quelque chose. Car ces résultats attendus seront le fruit d'une initiative de co-développement impulsée par la Région depuis maintenant presque un an et qui va entrer en phase opérationnelle dans quelques semaines.

Ce projet économique entre la Bretagne et l'Afrique de l'Ouest s'appuie sur le constat d'une demande croissante de textiles en coton bio par les consommateurs des pays du nord. Cette demande n'est pas un effet de mode, et nos entreprises textiles ont de sérieuses difficultés pour s'approvisionner en coton biologique. L'Afrique de l'Ouest, réputée pour la qua-

lité de son coton, a une forte opportunité de développement à saisir pour prendre position sur ce marché de niche.

Mais la trame de ce projet innovant et passionnant va évidemment au-delà du simple et banal rapproche-



ment d'une offre et d'une demande sur le marché : c'est une filière d'un genre nouveau que nous voulons organiser, où s'entrecroisent plusieurs logiques et volontés politiques qui font système. [...]

La toile est en train de se tisser. Au-delà de l'économie du coton, une multitude d'autres fils pourront être tirés : dans le domaine de la culture, de la santé, de l'éducation, de la promotion des femmes, de l'eau, ...

A travers ce projet c'est aussi un rayonnement et une image pour une Bretagne historiquement ouverte au monde, terre que nous voulons exemplaire pour la promotion d'un développement humain durable.

Alain Yvergniaux

Retrouvez l'intégralité du texte sur l'Unité en ligne :
www.ps35.org/unity

La vie des sections

UNE SECTION CANTONALE À JANZÉ

Nos candidats aux cantonales

Le nom du (de la) titulaire
est suivi du (de la) suppléant(e).

ANTRAIN

Henri RAULT Christèle Hayère-Grouazel

ARGENTRÉ-DU-PLESSIS

Hervé UTARD Nicole Gardan

BETTON

Michel GAUTIER Sylvie Couronné

CHATEAUGIRON

Jacqueline POUSSIER Stéphane Lenfant

CHATEAUNEUF

Christian HAMEREL Isabelle Binkowski

DOL-DE-BRETAGNE

Joëlle TRUFFLET Jean-Yves Desréac

FOUGÈRES-NORD

Louis FEUVRIER Maria Carré

GUICHEN

J.-Pierre LETOURNEL Fanny Panhaleux

JANZÉ

Bernard JAMET Françoise Sourdrille

MAURE-DE-BRETAGNE

Roger MORAZIN Adeline Girard

MONTAUBAN

Martine FRAPPIN André Demay

MONTFORT-SUR MEU

Claudia ROUAUX Victor Préaucht

MORDELLES

Jean-Luc CHENUT Marie-Odile David

REDON

Jean-François GUÉRIN Anne Patault

RENNES-BRÉQUIGNY

Rodolphe LLAVORI Hind Saoud

RENNES CENTRE-SUD

Jeannine HUON Jean-Emile Gombert

RENNES NORD-EST

Yves PRÉAULT Gwénaële Hamon

RENNES NORD-OUEST

François ANDRÉ Claudine Frémaux

RENNES SUD-OUEST

Gaëlle ANDRO Emmanuel Couet

SAINT-MÉEN-LE-GRAND

Armel JALU Pierrette Lemoine

SAINT-MALO NORD

Denise CARON Alain Coulon

VITRÉ-EST

Noëlle TIREAU Yves Lecompte

Depuis 2007, les adhérents et sympathisants du Parti socialiste du canton de Janzé se sont organisés et ont mis en place une section cantonale qui aujourd'hui compte une trentaine d'adhérents.

Ces adhérents, issus de l'ensemble des 6 communes du canton (Corps-Nuds, Brie, Amanlis, Piré-sur-Seiche, Boistrudan et Janzé), ont élu l'équipe du bureau :

Secrétaire de section :

Juliette Soulabaille

Trésorier : Bertrand Faure

Secrétaire adjoint :

Yann Dayot

Trésorier Adjoint :

Patrick Le Houx

Webmaster : Dany Hulot

Le 6 septembre, en présence de Pierre Morin, Secrétaire Fédéral aux Elections, nous avons affiné notre stratégie pour les nouvelles échéances électorales afin d'être au plus près des préoccupations locales. Les militants ont validé la candidature aux cantonales de Bernard Jamet, Maire de Brie, Agriculteur, en tant que Conseiller général et de Françoise Sourdrille, Conseillère municipale de Janzé, Libraire, le 23 novembre.

Les militants, fort des résultats du PS lors des derniers scrutins dans le secteur, espèrent porter leurs candidats aux responsabilités et s'engagent pleinement dans la nouvelle campagne électorale.

Juliette Soulabaille

Secrétaire de Section.

Une soirée conviviale, à laquelle participait Jacky Daviau de la section de Vern-sur-Seiche, section qui nous accueillait avant la création de notre propre section, le 29 juin nous a permis à la fois d'échanger sur les élections législatives d'une part et d'envisager les nouvelles perspectives électorales notamment les cantonales et les municipales d'autre part.